

Le Courrier du Loiret, 7 avril 2016

Qu'on se le dise

Le « oui mais » de Philippe Nolland

Philippe Nolland, maire de Pithiviers et président du conseil de surveillance du centre hospitalier, a tenu à clarifier sa position au sujet de la possible fermeture de la maternité.

■ Son silence au cours de la manifestation du 19 mars (où il ne souhaitait pas prendre la parole), puis son absence à la réunion du 23 mars (où il avait laissé sa place à Michel Picard, maire de Pithiviers-le-Viel et président de la communauté de communes Le Cœur du Pithiverais), n'avaient pas manqué d'interroger : le maire de Pithiviers, président du conseil de surveillance de l'hôpital, était-il sur la même longueur d'onde que ses administrés et que les élus du territoire dans le sauvetage de la maternité de Pithiviers ?

Pour faire taire la rumeur et préciser sa pensée, Philippe Nolland a mis les choses au point au cours d'un point presse, mi-chèvre, mi-chou. « En tant que président du conseil de surveillance, je n'ai aucun pouvoir, sinon un pouvoir d'influence. Je suis attaché à notre ma-



ternité, je veux la sauver et on se battra jusqu'au bout, mais les accouchements doivent être assurés dans des conditions maximales de sécurité, on ne peut pas se permettre un accident grave », déclare-t-il en préambule. « Mais je ne me fais aucune illusion, les délais sont trop restreints. Cela fait trois ans qu'on cherche des personnels, ce n'est pas en un mois qu'on va les trouver. Nous butons sur un obstacle, la démographie médicale et la répartition géographique des praticiens. Il y a un paradoxe : il n'y a jamais eu autant de médecins en France et autant de pénurie dans certaines spécialités comme les gynécologues et les anesthésistes ».

Extrêmement critique envers l'Agence régionale de santé (ARS) – « On a un directeur qui se moque de nous en vidant son armoire avant de partir pour Genève » –, il l'est tout autant vis-à-vis du plan santé de Marisol Bouraine, ministre des Affaires so-

ciales et de la Santé qui, selon lui, condamne à la fermeture de 16.000 lits dans l'Hexagone et 600 dans le Loiret. « Si on devait fermer tous les hôpitaux où il y a des risques, il ne resterait plus grand-chose sur le territoire national. Le Centre hospitalier régional d'Orléans (CHRO) est déjà en flux tendu. On les met où nos 500 naissances de Pithiviers en plus des 4.000 du CHRO ? Les femmes iront accoucher où ? »

PHILIPPE DE LA GRANGE

Malgré sa participation à la manifestation du samedi 19 mars, le maire de Pithiviers n'est pas très optimiste sur le sort de la maternité.